



# LES FANTÔMES DE LA LIBERTÉ

HERVÉ JUVIN\*

## LE LIBÉRALISME CONTRE LA DÉMOCRATIE

Une société qui se ferme à tout échange avec l'extérieur dépérit et meurt. Une société qui s'ouvre à tout échange de manière indistincte se décompose et meurt aussi bien. Cette loi, que rappelait Claude Lévi-Strauss dans sa conférence à l'Unesco de mars 1952, sous le titre de « Race et histoire », vaut un basculement dans le temps ; il est pour toute société des moments où privilégier l'ouverture, l'accueil, où tout est bon qui diversifie, qui élargit les horizons et qui transforme les perspectives. Et il est des moments où le recueil sur soi est nécessaire à la survie de la même société. Le travail de l'unité succède à celui de la diversité. Moments de clôture, de concentration, de travail en profondeur, de renforcement et de clarifica-

tion, de renoncement aussi. Les doctrinaires, qui croient définir une fois pour toutes les situations et une fois pour tous les temps la voie de la vérité, s'exposent à avoir alternativement tort et raison. Selon que vous serez venus trop tôt ou trop tard... La seule question pertinente dans ce domaine est : où en sommes-nous ? En fonction de l'état de l'innovation, de l'emploi, de la balance commerciale,... quel est le moment que nous vivons ?

Cette question est renouvelée par la crise que nous traversons depuis 2007, et qui s'est aggravée depuis l'automne 2008 au point qu'une faillite du système de l'Occident, tel que les institutions de *Bretton Woods*, le libre-échangeisme et la finance de marché l'ont développé, ne peut plus être écartée, les faillites d'États s'ajoutant désormais aux faillites institutionnelles et aux faillites personnelles. Car c'est peu de dire que l'interdépendance des

\* Président d'Eurogroup Institute. Auteur de : « *Produire le monde - pour une croissance écologique* », Gallimard, avril 2008.

économies aggrave considérablement la crise, que la globalisation financière, en même temps qu'elle incitait à la démesure ceux qui se croyaient devenus maîtres du monde, n'épargne aucun système bancaire, aucun marché, et que les vérités hautaines des vingt dernières années s'effondrent les unes après les autres. Pas plus que la chute du Mur de Berlin n'a apporté la fin de l'histoire, la naissance d'une économie de marchés financiers globalisés n'a marqué le stade ultime de l'évolution de nos sociétés. Après, la crise ne ressemblera pas à avant, et les vérités d'hier ne seront pas celles de demain. L'application du dogme libéral - le marché peut tout faire ! - explique la crise des *subprimes* ; croire que le marché peut financer l'accès au logement des plus démunis, que seul l'impôt pouvait aider. Le même dogme libéral appliqué aux échanges commerciaux et monétaires explique une grande part de la crise économique, puis sociale et politique actuelle, qu'illustrent les phénomènes de ruine, aussi bien que les démissions en chaîne de gouvernements, venues ou à venir (Islande, Grèce, Hongrie, Bulgarie,...). Les fantômes de la liberté nous hantent ; il ne faut pas interpréter autrement la panique ou le désarroi qui ont saisi tant de dirigeants devant l'accélération et l'approfondissement récent de la crise ; devant la découverte que le système ne marche pas tout seul, qu'il est atteint, et qu'il pourrait laisser place à autre chose, beaucoup sentent confusément que les dirigeants de la vérité des marchés et du dogme du libre-échange n'ont plus leur place dans le monde qui vient. Qui se souvient encore qu'en 1975, les économistes Leontiev,

Galbraith et Heilbronner lançaient un appel en faveur de la planification nationale de l'économie américaine, débattu au Congrès ?

Ce n'est pas une question de doctrine, mais de survie. Sommes-nous précisément au moment où il faut ouvrir, ouvrir encore, ouvrir toujours nos économies et nos frontières ? Sommes-nous devant la nécessité d'accélérer le mouvement des capitaux (50 fois les mouvements réels de biens et de services), de multiplier les kilomètres parcourus par les avions, les containers, les semi-remorques ? Est-il urgent d'abaisser encore le prix de vente au consommateur, en allant chercher toutes les ressources du travail gratuit telles que les prodiguent une Inde et une Chine qui en ont fait leur arme stratégique ? Faut-il vraiment accélérer l'exode rural, déposséder les paysans de leurs terres et grossir les capitales de la poussière pour offrir des millions d'hectares aux géants de l'exploitation agroalimentaire, renforcer le mouvement de privatisation des ressources naturelles et hâter l'économisation du monde, c'est-à-dire l'entrée dans le marché, la concurrence et le règne des prix des rares parties du monde qui y sont encore soustraites ?

## UNE ÉTRANGE DÉPOSSESSION

Cette question est d'une toute autre ampleur que celle que résumerait le débat : pour ou contre le libre échange. Pour aller au plus court, ce n'est pas malgré sa contribution à la croissance économique qu'il faut

contrôler le déploiement des échanges, c'est précisément parce qu'il contribue à faire de la croissance économique le seul objet des sociétés qu'il détruit de ce même mouvement. Pour le comprendre, il faut mesurer ce qui se joue sur la bonne scène. Pas sur le terrain économique et financier ; sur l'espace devenu indéfini de nos sociétés.

À l'origine de tout, le projet libéral, le projet de la liberté de l'établissement humain, exprimé par l'indétermination qui doit sortir l'homme de la nature, de l'origine et du hasard, projet qui bouleverse les identités et les mœurs. Au point précis du basculement vers la crise, dont la date de 1968 fournit le symbole commode, la conjonction du libéralisme économique, anciennement connu, et d'un libéralisme moral et politique largement inédit dans une Amérique jusqu'alors puritaine, dans une Europe demeurée bourgeoise, conjonction généralement passée inaperçue, masquée par l'apparente opposition entre un libéralisme économique classé à droite et un libéralisme des mœurs classé à gauche, retardée par les crispations des uns et des autres jusqu'à la confusion généralisée des années Mitterrand, conjonction d'immenses conséquences. Car cette conjonction, qui a les apparences de la cohérence et déploie la séduction de cette politique des droits de l'homme, dont le tandem Carter/Brezinski, à partir de 1976, fait le bélier idéologique qui ébranle l'Empire soviétique, est puissamment problématique dans son déploiement, quand celui-ci prend l'allure d'un dogme exclusif et sans débat ; il peut tout aussi bien saper les fondements du capitalisme, qui

résidaient dans l'alliance entre le marché et des valeurs qui lui étaient extérieures, et qui ne lui devaient rien.

À l'œuvre partout dans le monde, le projet libéral est celui de l'avènement de l'individu sans lien, sans origines, sans particularités autres que celles de son choix ou de son caprice ; rien en tout cas qu'il ne puisse révoquer dans l'instant. Il trouve d'emblée une expression concrète dans le libre mouvement des capitaux, des biens, des services et des hommes. Il promet l'entrée dans un monde meilleur. Et certes, il l'a permis, pour tous ceux qui ont bénéficié comme nous de la dernière phase de la révolution industrielle du XVIII<sup>ème</sup> siècle, celle qui vient de s'achever dans la crise de 2008, celle qui a organisé au nom de la croissance infinie, promesse devenue obligation, la liquidation du monde. Car il est temps d'identifier le libéralisme de la première révolution industrielle à la liquidation qu'il a autorisée.

Pourquoi ce mot de liquidation, et pourquoi avancer que le libéralisme est entré dans une nouvelle phase, celle qui en fait un libéralisme liquidateur ? La liquidité signifie, sur les marchés financiers, la capacité de leur propriétaire à réaliser sans délais, sans coûts et sans mouvements de cours, la contrepartie monétaire d'un actif ou d'un engagement. Un titre est dit liquide quand un montant significatif de titres peut être vendu ou acheté à tout moment sans entraîner ni frais significatifs, ni mouvements de cours importants. Et c'est précisément en ce sens que le libéralisme a été liquidateur ; il a transformé en leur valeur monétaire, de manière accélérée et

étendue, voire universelle, la totalité des actifs naturels d'abord, des formes sociales ensuite, des engagements dans le temps enfin, qui étaient à sa portée, là où les sociétés différentes, dites primitives, se montraient à l'inverse attentives à ne jamais excéder par leur consommation le rythme naturel de renouvellement de ces ressources. Quel symbole de cette liquidation que la cotation en Bourse des banques coopératives, qui menace de ruine en quelques années des géants nationaux constitués en un siècle ! Quel symbole de la liquidation des engagements collectifs que le passage généralisé des régimes de retraite à prestations définies vers les régimes à cotisations définies ! Ce n'est pas au système de s'adapter aux engagements pris à l'égard des salariés ; c'est aux individus salariés d'adapter leur vie aux mouvements du système<sup>1</sup> ! Comme l'a écrit Peter Drucker, « *il n'y a plus de salut par la société !* ».

Liquidateur en deux siècles de révolution industrielle des ressources accumulées par la nature depuis des millénaires, le libéralisme économique est devenu sous la forme du libéralisme moral et social, liquidateur des formes sociales anciennes, qui structuraient les existences individuelles en contrepartie du contrôle qu'exerçait chacun sur tous et liquidateur aussi de la séparation des collectivités politiques, qui tiennent de leur circonscription dans l'espace leur autonomie. C'est le point le plus récent. Il découle directement de la doctrine du sans-frontiérisme, de la démocratie planétaire, et des effets prévus ou non, visibles ou non, de la liberté des échanges autour de la planète. Il correspond à la quête obstinée

de l'unification du monde, déjà rêvée par Kant<sup>2</sup>. Il suppose la fin des nations, qui ont donné leur cadre à l'exercice de la démocratie et du progrès social, mais se voient accusées de tous les maux qui ont accablé l'Europe au XX<sup>ème</sup> siècle. Il appelle à la tombée des frontières, condition de la libre circulation des capitaux, des biens et des services, et surtout des hommes, condition ultime de leur indifférenciation, c'est-à-dire de leur incapacité à formuler des préférences collectives, donc à opposer au mouvement individualiste de l'économie et du marché des préférences d'un ordre collectif, auparavant estimé supérieur.

Le vocabulaire de la pensée unique qui sévit en Europe dans ce domaine est significatif ; les nations n'existent plus qu'en tant que rigidités, archaïsmes, aspérités, qui ralentissent la course des affaires, qui brident la convoitise illimitée des individus et freinent le libre mouvement des prix (c'est d'ailleurs pourquoi toute politique soucieuse du long terme ne peut que rétablir la clôture, la finitude et la frontière, qui tiennent aussi bien le temps que l'espace, la transmission intergénérationnelle que la solidarité entre contemporains). Il est exclu qu'une société réunie en nation décide d'un arrangement entre ses membres qui serait contraire au droit, à la concurrence et au marché. Le célèbre : « *il n'y a pas d'alternative* » lancé par Margaret Thatcher résonne en cohérence avec le « *rien n'existe qui ressemble à une société* », il est devenu le premier mot de toute politique, depuis que les sociétés humaines ont été dépossédées de leur autonomie par l'avènement de l'individu, là où la politique consistait

précisément à créer les conditions de choix alternatifs pour une société circonscrite par sa clôture et, oui, par les discriminations qu'elle établissait entre ceux qui étaient les siens et ceux qui étaient les autres. La disparition des nations et des frontières est une des conditions de la croissance illimitée, qui commande notre régime de vérité ; le bien, le juste et le bon sont ce qui sert la croissance. Ils ne sont plus que ce qui sert la croissance. La conformité juridique, la privatisation des espaces publics, la contractualisation des rapports humains, le développement des paris financiers y concourent avec constance. Le libre-échange désarme les capacités sociales qui s'y opposent. Il est intéressant d'en observer les conséquences sur la propriété de la terre ; quand des investisseurs saoudiens, coréens ou français acquièrent des milliers d'hectares en Afrique ou à Madagascar pour les vider de leur population avant de les mettre en exploitation industrielle, ils donnent l'exemple de la fracture grandissante entre libéralisme et démocratie.

Quel tumulte provoque dans cette pensée correcte, la décision de Barack Obama, l'une des toutes premières de son mandat, quand il favorise l'utilisation d'acier coulé aux États-Unis pour les usines et les projets américains (le 4 février 2009, le Sénat américain adoptait la clause 1604, réservant les financements publics aux projets de rénovation employant acier, fer ou produits industriels exclusivement produits aux États-Unis) ! C'est que les États-Unis demeurent cette exception ; une société consciente d'elle-même, une nation circonscrite, avec un intérieur et un extérieur. Et le

« *Proudly made in America by american workers* » s'oppose au conforme « *made on Earth by humans* », conforme et stupide à la fois, puisque ce qui fait l'homme, c'est la différence, et ce mouvement de différenciation collective qui est à l'origine de la civilisation, et aussi de la paix ! Comme l'écrit François Jullien, « le pluriel est consubstantiel à l'être de la culture »<sup>3</sup>.

L'Union européenne, parmi d'autres, plus que d'autres, en est loin. Et elle s'abandonne à l'idéologie de l'ouverture des frontières, qui lui interdit de se constituer, de s'identifier et de se circonscire. Et elle promeut, au nom de la diversité et de la lutte contre les discriminations, ces humanoïdes qui ne sont de nulle part, n'appartiennent à rien, ne sont liés à personne, sauf à leurs intérêts, ne sont tenus par rien, sauf par le désir qui fait d'eux les marionnettes aux mains du marchand et du banquier !

Rien de moins innocent que le libre-échange, rien de moins banal que l'obligation de conformité, si bien développée par une Union européenne devenue productrice mondiale de normes et de règles ! Diversité interne, unité externe ; divergence interne, conformisme externe ; explosion interne des sociétés par leurs marges, saisie des nations par la conformité importée ; tels sont les termes de l'étrange soumission exigée des démocraties contemporaines saisies par la règle, la norme et le droit, tel est l'extraordinaire dessaisissement du politique et des sociétés humaines, qui abandonnent au marché les clés de leur fonctionnement, et qui se soumettent à l'inessentiel. Et voilà

pourquoi nous sommes entrés dans ce qui n'a pas de nom, l'après démocratie - rassurons-nous, au nom du Bien.

## LE SOCIALISME DE L'IMPUISSANCE

Le libre-échange est l'une des techniques économiques qui servent les intérêts d'un acteur, ou d'un groupe d'acteurs, à un moment donné, et dans une situation sociale, politique, technique, donnée. Rien de moins mais rien de plus ; le libre-échange est un moyen au service d'une fin, le bien-être et le développement de la population qui choisit de l'utiliser. Elle le choisit, comme elle peut choisir l'inverse. Le libre-échangisme fait de ce moyen, dont l'histoire a prouvé à maintes reprises et la portée et l'utilité, une fin. Ni débat, ni question ; le libre-échange est le bien, le contrôle des échanges le mal. D'un débat sur deux techniques économiques mobilisées pour assurer la prospérité et le bien-être, seule raison d'être de la croissance, le libre-échangisme fait une opposition morale entre le bien et le mal, les bons et les méchants, et pourquoi pas les universalistes et les racistes ; la censure a été prononcée par Pascal Lamy, alors directeur général de l'OMC, affirmant que le protectionnisme va toujours de pair avec la xénophobie (novembre 2008) ; il est vrai que d'autres, tels Daniel Cohn Bendit, affirment que les questions européennes sont trop importantes pour être laissées au suffrage universel ; on a les démocrates qu'on peut.

Le débat entre le bien et le mal

dépasse le cadre de cet article. Si le débat est bien entre deux techniques économiques et deux systèmes de relations entre les différents acteurs de l'économie, il est possible de l'exprimer de deux manières. En premier, est-ce que le libre-échange permet à la croissance mondiale d'atteindre son optimum dans toutes les circonstances, et de manière durable ? En second, est-il légitime qu'une société puisse analyser les termes de ses échanges avec les autres sociétés humaines, et, les ayant analysés, qu'elle puisse peser sur ces termes dans le sens qui favorise ses choix collectifs, et contribue à la réalisation de son projet ?

Répondre à la première question est aisé, tant la crise répond pour nous. L'interdépendance de tous les systèmes est le facteur aggravant de la crise, il déclenche la chaîne des défaillances dont nul aujourd'hui ne voit la fin ; surtout, il menace les plus pauvres de subir les effets d'errements inconcevables, aussi distants qu'ils peuvent l'être, et qui pourtant menacent leur quotidien - l'eau, la terre, le riz ou le pain de la survie. Et l'uniformisation des désirs, qui fait d'un Chinois ou d'un Indien de trente ans les êtres les plus assoiffés de téléphones portables, d'air climatisé et d'*I-pod*, condamne à brève échéance l'humanité ; une seule planète ne suffira jamais à satisfaire les désirs déchaînés par le libre commerce des images et des représentations, avant même celui des produits et les services. L'uniformisation des modèles et des désirs promet le monde à l'apocalypse du ressentiment, dont seule une radicale et impensable séparation, condition d'une réelle diversité, peut

nous sauver.

Répondre à la seconde question laisse peu de place au doute ; si le terme de société a un sens, et si le mot démocratie, c'est-à-dire autonomie du choix de sociétés constituées, conserve un sens, la maîtrise des termes de ses échanges avec les autres sociétés lui est essentielle, le débat portant sur l'ampleur et les modalités de cette maîtrise. L'étrange dogmatisme européen en la matière confond. L'un des éléments les plus incompréhensibles de la période moderne pour l'historien restera la sidération exercée sur les socialistes par le libéralisme économique et financier, et la bonne conscience avec laquelle, tout en proclamant le contraire, ils ont sacrifié la société à l'économie. Le cas de Jacques Delors, à travers le vote de l'Acte unique (1985) entérinant de fait la vision britannique d'une Europe marché, au détriment d'une Europe des nations telle que le plan Fouchet la dessinait, organisant la destitution des administrations nationales au nom du grand marché européen, et suscitant l'insurrection des consommateurs contre l'intérêt national, au nom de la concurrence reine, restera significatif de cette étrange fascination des socialistes pour le marché, dont Pierre Bérégovoy donnera un autre exemple. Il ne s'agit pas ici d'invoquer une quelconque trahison mue par l'intérêt individuel, ou la quête des places, des postes, et d'un enrichissement de clan ou de parti associé. Le dessaisissement est prodigieux, de la part de ceux-là mêmes dont la fonction était de représenter à la société son autonomie et d'affirmer sa primauté sur l'économie, et dont la fuite devant le suffrage des électeurs sera souvent significative. Le

point aveugle du socialisme contemporain est la circonscription nécessaire de toute société démocratique, la discrimination fondatrice de toute mutualité, et la frontière comme condition de toute autonomie des sociétés humaines. En adoptant par intérêt personnel, par conviction internationaliste ou par soumission à la mode, un sans-frontiérisme confondu avec le socialisme, la majorité des dirigeants et des fonctionnaires ont entériné sans rien voir, l'étrange démission du politique territorial devant le marché financier mondialisé, l'abandon de ses responsabilités à l'égard de ses citoyens, le déni de l'autonomie de la société dont elle avait la charge et, de fait, le service des intérêts américains. Car la liberté de mouvements des capitaux, des services et des hommes, car la liberté de franchissement des frontières, parce qu'elle suppose en termes de nivellement des lois, des règles et des normes, par l'uniformisation des comportements qu'elle appelle, par la soumission universelle à la croissance illimitée, à la loi du marchand, du banquier, du taux d'intérêt, et des contrats, emporte derrière elle toute capacité de délibérer, d'instruire et de décider des sociétés qui s'y abandonnent.

## **SORTIR DES DOGMES !**

Assez de doctrines, d'anathèmes et de prohibitions ! Les barrières douanières et le protectionnisme violent, unilatéral, qui furent adoptés dans les années 1930 ont aggravé un sinistre qu'ils n'avaient pas provoqué. À

l'inverse, ouvrir les frontières, substituer le multilatéralisme au bilatéralisme, baisser les barrières tarifaires et non tarifaires ont joué un rôle de déclenchement dans la croissance mondiale récente. Baisse de 90 % des droits de douane entre pays industrialisés depuis 1947 (naissance du GATT), échanges multipliés par 22, production mondiale par 7... Une partie de la croissance du pouvoir d'achat du consommateur et du développement de certains pays est due à la plus grande liberté des échanges, et à l'abaissement des coûts de transport et de transaction (l'invention du container est l'une des grandes transformations économiques mondiales). Des progrès considérables lui sont certainement liés, de même manière que des pertes irréversibles. Le mouvement mondial des échanges a accéléré la disparition de secteurs archaïques, précipité la conversion d'économies vers leurs secteurs les plus compétitifs, donné à la territorialité de l'occupation humaine (l'économie présente) une importance ignorée jusqu'à très récemment... Le bilan global des années du GATT et des cycles de négociation successifs serait incontestablement positif, et il compterait pour beaucoup dans la succession d'années de forte croissance mondiale enregistrée depuis 1990. Il faudrait ajouter que la libéralisation des échanges, effet de règles définies et négociées de manière permanente, comme le promeut l'OMC, est loin d'être achevée ; ce que les économistes nomment « l'effet frontière » demeure, et les accords préférentiels, bilatéraux ou régionaux, conditionnels, représentent environ le tiers des échanges internationaux.

Un tel bilan montrerait la voie à suivre ; achever le cycle de Doha, et poursuivre sur la voie de la baisse permanente et multilatérale des droits et tarifs appliqués aux échanges de biens et services. En réalité, ce bilan a peu de sens, tant le recul nous manque, tant la fiction des chiffres de la comptabilité nationale (le PNB) demandera une révision d'importance. Après tout, qu'est-ce que le PNB, sinon le CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire l'empoisonnement progressif de la planète ? Si les comptes intégraient l'effet stock, et notamment l'effet des stocks naturels et des services gratuits de la nature, non seulement les taux de croissance et de rentabilité des capitaux affichés depuis la première révolution industrielle devraient être revus à la baisse, mais il est probable, et il sera hélas bientôt évident, que leur accélération marginale récente dissimule en fait une destruction de ressources et de services qui rend probablement la croissance mondiale négative au cours de ces quinze dernières années. Plus polémique, un second exemple donnera l'idée du débat qui vient ; la société industrielle a tiré, et au-delà, les conséquences de l'axiome d'Henry Ford ; les salaires d'aujourd'hui font la vente des voitures de demain. Dans un État qui contrôle ses échanges, payer de bons salaires ici assure un bon niveau de consommation des produits d'ici. Nous en sommes loin. La pression à la baisse des salaires aux États-Unis, associée à la frénésie de consommation entretenue par le crédit, est l'origine structurelle de la crise. Car le libre-échange a détruit cet instrument de la politique économique qu'étaient le budget, l'impôt,

et la politique des revenus. Il a détruit la congruence entre les revenus et la consommation, en mettant fin à toute circonscription territoriale de l'activité économique, et donc à l'autonomie de la société par rapport à l'économie. En réalité, il en a inversé les termes ; l'économie est devenue maîtresse de la société.

Pourquoi parler de dogme européen du libre-échange et de la concurrence ? Si le dogme est bien ce qui s'interpose entre la réalité et l'idée qu'on s'en fait, le voile du dogme européen se révèle par comparaison avec ce que pratiquent les États-Unis, modèle souvent invoqué du libéralisme économique. Ce n'est pas que le refus de voir tel ou tel investisseur chinois ou moyen-oriental prendre le contrôle d'une société pétrolière de seconde importance ou de la gestion de ports américains différencie les États-Unis ; c'est que leur politique en matière de marchés de capitaux et de liberté d'investissement est protectionniste dans sa conception, dans son application et dans ses conséquences, et témoigne du fait que les États-Unis n'ont jamais hésité entre leur société et la finance - la société, sous la forme de l'intérêt national américain, passe avant, ou l'idée qu'ils s'en font. La défense et la promotion des intérêts américains s'exercent brutalement contre les entreprises et les banques qui menacent les intérêts de la sécurité américaine ; elles s'exercent sous le couvert d'institutions internationales dont la complaisance avec les dogmes anglo-saxons et les intérêts américains était évidente, mais qui devient ahurissante depuis qu'elle n'a plus l'excuse du succès. Comme le fait justement

observer Lula, président du Brésil, on attend les recommandations du FMI pour des États-Unis en situation de faillite structurelle, et la déclaration de faillite d'une Grande-Bretagne qui aura entraîné le monde dans sa chute...

Bien sûr, le libre-échange n'est pas responsable d'une situation d'abord explicable par le mouvement des techniques, ensuite par l'aveuglement individuel et collectif aux effets de cette catégorie particulière de la liberté des échanges qu'est la liberté des mouvements financiers. Il l'est d'autant moins que les mouvements des monnaies (sous-évaluation du yuan, par exemple) remplissent depuis vingt ans, et au-delà, le rôle des barrières tarifaires, même s'ils le font de manière différente parce qu'indifférenciée ; l'étrange tolérance occidentale pour les mouvements de monnaie comme le yuan, le détour asiatique pour dynamiser le compromis salarial occidental, associé aux effets des migrations de travail initialement encouragées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, puis par les organisations internationales intéressées à détruire les Nations, resteront des curiosités savoureuses des années 1990, elles sont aujourd'hui les causes d'une fin chaotique de la mondialisation financière. Bien sûr, beaucoup procède de l'incompréhension répandue sur les conditions nécessaires de la libre-concurrence ; que de sottises sont nées d'une lecture superficielle de David Ricardo, observant les avantages structurels de secteurs productifs fondés sur la qualité du sol, la nature du climat, les aptitudes variées de populations homogènes, et autres facteurs de production

immobiles date de deux cents ans, alors que nous nous obstinons à nommer avantages comparatifs structurels la seule manipulation du coût du travail et de la valeur des monnaies, depuis que les climats, les sols et les aptitudes des populations ne sauraient plus déterminer de quelconques spécialisations économiques, et depuis que la plupart des facteurs de production sont mobiles<sup>4</sup>! La loi des avantages structurels ne joue plus dans un univers sorti de la terre, où l'élément de compétitivité devient le coût du travail, où il est interdit d'invoquer quelques dispositions collectives que ce soit, et où tous sont en concurrence contre tous, à tout moment et partout, en temps réel.

Au nom de Ricardo, au nom de l'idiot rationnel des économistes, le libre-échange a joué, et puissamment, et durablement, dans le sens de la mobilisation accrue des ressources, partout dans le monde, et dans le sens de la liquidation étendue des formes sociales étrangères à la croissance parce que c'était le « soft power », et que M<sup>me</sup> Hillary Clinton nomme le « *smart power* ». Le publicitaire, le consultant et l'avocat en sont maîtres ; ils ont remplacé dans les pays du Sud, le colon, le missionnaire et le soldat ; à la dictature du désir, ils ont gagné des maîtres invisibles, irresponsables, mais omniprésents. Nous en voyons les résultats, nous n'avons pas fini de les voir à l'œuvre dans ces pays du Sud où l'humiliation et la déception font faire place au ressentiment. C'est dire si l'urgence est à la reconstruction de sociétés dignes de ce nom - autonomes, c'est-à-dire à la fois responsables et dignes.

## QUESTION D'AUTONOMIE

La crise actuelle est l'occasion de mesurer les effets de la confusion entre les moyens et les fins, la perte de contrôle des dirigeants sur un mouvement de la technique et de l'économie qui a prétendu se conduire seul, l'incapacité des sociétés humaines à reprendre le contrôle de leur destin, à affirmer leur singularité irréductible et leur particularité incommensurable, tant le règne de la liquidation, à travers la technique de la valorisation, s'est répandu - tant, à la fin, personne n'y comprend plus rien et ne maîtrise plus rien. Les leçons de l'anthropologie, comme les résume Maurice Godelier, méritent d'être méditées. Nulle part, les choses qui s'achètent ne sont primordiales, ce sont les choses qui se gardent et celles qui se transmettent qui font les sociétés humaines. Et jamais la banalisation n'a été autre chose qu'un moment transitoire, de confusion et de malheur, pour des sociétés humaines qui ne s'accomplissent qu'en se distinguant, en s'élevant, et en se séparant.

Le moment n'est pas à plus d'ouverture, plus de suppression des barrières, plus de déréglementation et de dérégulation. Au contraire. Les contraintes environnementales et la volonté de progrès social, le souci de la cohésion interne comme celui de l'ordre international commandent d'examiner d'un oeil neuf les avantages et les inconvénients d'une gestion exigeante des échanges commerciaux. Elle s'appelle conditionnalité. Elle s'appelle contrôle. Et elle s'appelle autonomie, c'est-à-dire, à la fin, capacité des peuples à juger et

à jeter ceux qui prétendent agir et décider en leur nom. Il est grand temps. Et même, il faut une solide dose d'optimisme pour ne pas croire que le pire a déjà été commis ; que ce crime contre l'humanité qui attend d'être reconnu, la destruction du monde comme différence, comme éloignement et comme diversité, a déjà été consommé, dans l'indifférence des nantis et la satisfaction de ceux qui se sont réchauffés au feu des chênes qu'on abat pour le bûcher d'Hercule - de la diversité des sociétés des hommes.

### Autonomie

C'est le point majeur. Il n'est pas économique, mais social puis politique. Il ne met pas en question la dynamique des échanges, mais leur liberté absolue. Car la société n'est pas libre quand les échanges le sont. Car les hommes n'ont guère de liberté de choix quand les capitaux, les biens et les services, sont totalement libres de se mouvoir. Les effets du libre-échange s'exercent pleinement contre l'autonomie de la société et sur sa capacité à se déterminer en dehors de l'économie. Il suppose des règles communes, il conduit à la privatisation étendue et à la commoditisation de tout ce qui s'échange. Une société peut-elle faire des choix indifférents à l'économie, voire opposés à son intérêt économique immédiat, ou durable ? C'est le point central de ce qu'un monde de libre-échange promet ; que nulle part, nulle parcelle de terre, nul espace d'un territoire, à qui que ce soit qu'il appartienne et quel que soit sa situation, ne soit exempt de mobilisation, et qu'il

ne puisse faire l'objet d'un choix opposé à l'exploitation maximale de ses ressources. L'universalité du marché, donc des prix, des règles, des contrats et de leur conformité, signifie que toute société humaine est saisie par la conformité, la croissance infinie et la liquidation de ses formes et de ses ressources. La question ici n'est pas de choix - l'un ou l'autre - c'est plutôt une question de degré ; d'une liberté à l'autre, la balance démocratique penche alternativement à droite et à gauche, et tout indique que le moment de la balance est venu. Les sociétés humaines, généralement structurées en nations, doivent retrouver la capacité de faire valoir leurs préférences collectives par-dessus et le cas échéant contre, le marché. Le terme de préférence nationale ou communautaire doit retrouver toute sa force ; il est l'un des moyens de la démocratie. L'exemple facile est celui de la loi allemande sur la pureté de la bière, qui permet à chaque ville allemande de maintenir sa brasserie et sa bière ; il pourrait être développé dans maints secteurs. La singularité s'affirme derrière la frontière et se dissout dans le marché<sup>5</sup> ; pour les sociétés humaines, la capacité de décider et de faire valoir leurs choix par-dessus le marché et par-dessus l'économie se nomme liberté, ou, simplement, démocratie.

Pas de souveraineté sans les instruments de la souveraineté. Fonds souverains, désignation de secteurs stratégiques, défense et promotion des intérêts nationaux, définition des priorités collectives.... L'urgence est de redonner aux sociétés la capacité à agir sur elles-mêmes. C'est ce que s'acharnent à détruire ceux qui dénoncent le

populisme, le moralisme, le conformisme supposés des sociétés traditionnelles, et d'abord la « *common decency* », si bien analysée par Christopher Lasch comme la vraie richesse non-économique des classes populaires, ce capital structurel, relationnel et comportemental qui limite l'autonomie du marché. C'est parce que les hommes ne sont pas des idiots rationnels que ça fonctionne, quand ils le deviennent, la finance explose. C'est parce que certains, à vrai dire un grand nombre, conservent des notions aussi dépassées que l'intérêt collectif, l'honnêteté dans l'échange, la sincérité, l'amour du travail bien fait, notions que le monde du marché requiert comme conditions mais détruit comme conséquences, que le minimum de confiance, de tolérance et de souplesse indispensable peut être assuré au marché. Il va sans dire qu'ils assurent cette fonction majeure que sont la confiance et la responsabilité, en dehors des normes, des règles, de la conformité et des objectifs de performance qui leur sont demandés. Pire, ils les assurent généralement sans le dire, parce qu'ils savent aller contre ces objectifs de performance, ces normes et ces règles dont les escrocs sont si friands ; leur entassement leur permet d'opérer la conscience tranquille. N'est-ce pas Enron, audité par le premier cabinet d'audit mondial, Arthur Andersen, qui avait été salué pour sa « *compliance* » aux règles comptables ? Ils assument la part non contractuelle du fonctionnement collectif ; ils sont les dépositaires de l'implicite sans lequel une société se bloque ; ils trouvent leur compte dans la gratuité des systèmes coopératifs, indispensable

contrepartie à l'intensité concurrentielle des systèmes de marché.

## Contrôle

Il faut mesurer ce qui est en jeu. Dans ses limites d'abord. Le commerce extérieur, hors Union européenne, représente moins du quart des échanges de tous les membres de l'Union, soit moins de 3 % à 10 % de chacune de leurs économies (selon l'importance des exportations dans chacune). La concurrence des pays à bas revenus est responsable de moins de 10 % des suppressions d'emplois, même si elle pèse sur les bas salaires ; en France même, la majeure part des 100 000 suppressions d'emplois industriels annuels enregistrés depuis vingt ans, correspond à la substitution de services externalisés à des emplois considérés industriels (exemple du nettoyage, de la surveillance et du gardiennage...). Il est exagéré de faire peser sur la concurrence directe des pays à faibles salaires l'essentiel de la crise ou des difficultés économiques dans les pays du Nord, difficultés qui viennent si souvent d'une mauvaise adéquation de l'offre à la demande ; après tout, la crise automobile est d'abord le fait que les constructeurs fabriquent des modèles dont le client ne veut plus. Rien de semblable dans les pays du Sud, en ce qui concerne l'agriculture. Les émeutes de la faim qui ont secoué une quarantaine de pays en 2008 ont signalé le retour de la faim, à la fois dans les mégapoles du Sud, mais aussi dans cette moitié de la population mondiale composée de paysans. Cette insécurité alimentaire

est largement provoquée par la substitution forcée par les dirigeants politiques corrompus, encouragée par les institutions internationales, des productions extensives destinées au marché international aux productions vivrières de subsistance ; chaque année, dans le monde, ce sont 20 à 30 millions de petits paysans proches de l'autarcie qui sont chassés de leurs terres et vont grossir les capitales de la misère.... Dans ces régions et pour ces pays, le protectionnisme est une condition de la survie, le temps des politiques agricoles nationales est revenu, et l'exception agricole doit être reconnue ; l'indépendance alimentaire est une condition de l'indépendance tout court. Des réflexions analogues valent pour les pays du Nord, et pour le démantèlement de leurs activités industrielles tel qu'il s'est produit depuis vingt ans.

À l'arme du travail gratuit, il faut ajouter l'arme de la gratuité de la nature. En d'autres termes, ce que permet le libre-échange est d'exporter les nuisances écologiques que nous ne voulons pas voir. L'Europe peut ainsi se donner beau visage à domicile, et faire à l'extérieur ce qu'elle ne veut pas voir chez elle. Le libre-échange est la voie du moins-disant environnemental ; faire exécuter en Chine, en Inde, au Vietnam ou ailleurs, dans des conditions d'efficacité énergétique du XIX<sup>ème</sup> siècle, ce que les industriels européens exécuteraient dans des conditions de salubrité du XXI<sup>ème</sup> siècle, s'appelle renouveler les guerres de l'opium. Le même mouvement colonial est en cours. Aura-t-il la même fin ?

En d'autres termes, il n'y a pas de liberté pour une société qui ne choisit

pas ce qu'elle échange, ce qu'elle garde, à quel prix, à quelle condition, et pourquoi. La guerre du gaz entre la Russie et l'Ukraine l'a rappelé ; l'argent n'achète pas tout. Et ceux qui négligent la souveraineté alimentaire, énergétique ou pharmaceutique pourraient bientôt ressentir les effets de l'étrange dépendance que tant de pays du Sud ont subi, à leur détriment, et qui renouvelle les conditions de la colonisation - sans la responsabilité, mais avec les profits.

Les moyens existent d'une reprise du contrôle, non des sociétés sur leurs échanges, mais des sociétés sur leur économie qui rétablisse un lien avec le réel. Le premier moyen consiste dans l'urgente modification des normes IFRS, et plus encore de l'organisation et de la composition de l'IASB qui en décide. Non seulement les comptes à valeur de marché n'ont pas de valeur, mais la prise en compte des stocks doit être multipliée. Et la mesure des externalités (conséquences de tous ordres, gratuites, des procès de production) des opérations réalisées par les entreprises privées devient urgente, pour réconcilier les comptes des entreprises avec la réalité des effets de leur action. Un second moyen réside dans cette prise de conscience ; l'appel à la liberté de mouvement des hommes, les invitations à l'ouverture des frontières, dissimulent les intérêts de ceux qui font marcher des hommes, et pour qui le salaire du travail doit être le seul effet de la concurrence mondiale, sans barrières et sans particularismes locaux, vite caricaturés en discrimination ou en protectionnisme. La grève contre l'emploi de travailleurs étrangers sur le chantier d'agrandissement

de la raffinerie Total de Lindsey au Royaume-Uni (jeudi 5 février 2009) l'a emporté. Elle apparaîtra bientôt comme un effet manifeste de la responsabilité sociale de toute entreprise à l'égard des lieux où elle s'implante ; employer d'abord les travailleurs locaux, aux normes et aux conditions locales, chaque fois bien entendu que les compétences, la disponibilité et l'expérience le rendent possible. L'exercice bien compris de la responsabilité sociale commence pour l'entreprise à permettre à chacun de vivre et de travailler au pays ; la préférence locale devrait bientôt armer le pouvoir des consommateurs, qui ne manquent pas de moyens pour faire prévaloir leur intérêt global, et réconcilier l'emploi, le salaire, et le client. Le boycott des entreprises qui délocalisent, ou qui ont un recours injustifié à la main-d'œuvre étrangère afin de contourner les obligations sociales, est le moyen concret de la RSE ; il est surprenant de le voir si peu évoqué par les bons apôtres d'une responsabilité sociétale réduite au marketing.

### Conditionnalité

Ni protectionnisme, ni libre-échange. La direction à suivre par les sociétés qui entendent ne pas sacrifier leur autonomie à la croissance économique, est celle de la conditionnalité et de la réciprocité. Elle est décisive pour préserver, mieux, pour développer la diversité des cultures, celle des organisations et des sociétés humaines, qui pourraient être à terme gage de la survie de l'humanité toute entière. La mise en concurrence directe

des sociétés coopératives, des mutualités locales, formelles ou informelles, avec la société capitaliste, produit des effets inévitables de destruction d'abord de la diversité, au profit de la seule forme capitaliste de la société par actions, ensuite des formes sociales et des engagements de longue durée souscrits au bénéfice des communautés locales. Le contrôle des territoires est celui des formes sociales de l'activité, il doit conditionner le droit de l'investissement direct étranger, comme celui de la concurrence, comme celui de l'environnement, tant la conditionnalité environnementale est un facteur critique de la survie de l'humanité, en même temps qu'un facteur de sortie de crise, peut-être le plus déterminant.

La seconde condition est déjà développée et connaît une extension significative ; elle correspond aux règles d'origine. Ces règles, qui permettent d'éviter qu'un pays bénéficiant de clauses préférentielles importe de pays extérieurs des biens immédiatement revendus en bénéficiant de ces clauses, constituent une protection remarquable contre les effets des délocalisations et, plus encore, contre les manipulations internes des sociétés multinationales (les ventes internes à ces sociétés, dans le cadre d'échanges verticaux des composants d'un même bien à divers stades de sa production, représentent près de 40 % des exportations mondiales !). Les critères spécifiant la valeur ajoutée qui doit être réalisée dans un pays ou une région et leur affinement constituent un facteur de clarification, de relocalisation, en même temps qu'un frein efficace à l'évasion fiscale pratiquée sous le manteau des échanges internes à

l'entreprise multinationale (domiciliant fictivement les revenus dans le pays qui les impose le moins).

Réciprocité, conditionnalité sociale et environnementale, par-dessus tout retour de la souveraineté des États, expression de l'autonomie des sociétés ; la sortie de crise est écrite. Elle n'est pas ce dérapage dans le protectionnisme que disent redouter la Chine, l'Inde et leurs semblables, parce qu'ils mesurent que s'y arrête leur capacité à retourner contre lui les armes de l'Occident, et les ministres de l'Économie européens, parce qu'ils n'y comprennent rien. Elle n'est pas davantage ce grand retour des États dont frémissent les administrations et les politiques, anxieux de retrouver leur pouvoir de nuire amplement démontré depuis les années 1970 ; elle est celle de la naissance de sociétés autonomes, parce que différenciées, capables de former des lois, des projets, des choix, et de s'y tenir en dehors, ou bien contre, le conformisme à des lois, des projets et des choix qui leur sont étrangers.

On dit qu'il n'y a pas d'alternative. Mais si ! Il ne s'agit pas de trouver un autre système économique, qui remplace celui-là. Il s'agit d'une question politique ; rendre aux sociétés humaines, pour l'essentiel aux nations, des capacités à agir sur leur destin qui leur ont été retirées, et d'abord leur permettre de retrouver leur singularité. Il ne s'agit pas d'essentialisme culturel ; « les Chinois seront toujours les Chinois, l'Inde sera toujours l'Inde ».... Il s'agit seulement de reconnaître ce mécanisme essentiel, bien analysé dans les sociétés primitives par quatre générations déjà d'anthropologues et d'ethnologues : toute société

humaine se construit en se distinguant et en se séparant. Le mécanisme qui permet de distinguer l'autre et le même, le proche et le loin, le voisin et l'étranger, est le mécanisme même de la constitution et du développement des sociétés humaines. Il n'est pas de société humaine s'il n'est pas des sociétés humaines. Devant les forces fantastiquement déchaînées en faveur de l'unification du monde, la question est posée : comment restaurer la capacité de se singulariser, de se distinguer ? Un cocktail de réglementations, de protectionnisme, de politiques sectorielles, y répond très bien. Il y a urgence à reprendre la maîtrise des libertés au nom de l'autonomie collective. Sinon, la violence y pourvoira.

Ce qui vaut pour les sociétés humaines vaut aussi pour les entreprises privées. Sous le signe de la reconquête du long terme, de la part des intangibles, de la fin de la soumission, la tâche est moins immense que vitale, et d'ailleurs déjà engagée. Le mouvement du monde est au retour des frontières, et à la renaissance des singularités exquises d'un monde qui soit vraiment le monde. Il est à la diversité externe de sociétés ayant retrouvé les voies de leur unité interne. À rebours de celle qui s'est nommée uniformisation, arrive une nouvelle mondialisation, celle des différences, des particularités, et des séparations.

Clausewitz l'avait vu : le commerce, c'est la guerre par d'autres moyens puisqu'il s'agit d'acquérir de l'autre ce que l'on convoite, en sacrifiant ce que l'on possède déjà. L'extension infinie du commerce a accéléré la guerre livrée

à la nature et aux hommes différents, ceux qui sont rebelles à l'ordre du marché et de la croissance. Et le libre-échange est devenu le moyen le plus efficace de la destruction des systèmes sociaux exigeants, des solidarités nationales fondées sur la mutualité de ceux qui se reconnaissent un destin commun ; à la fin, il commande l'explosion des classes moyennes, pilier des démocraties européennes, telle qu'elle est observée depuis quinze ans. Ce n'est pas un hasard si, depuis la colonisation, l'économie a remplacé la diplomatie ; les vraies conquêtes et les vraies guerres s'y jouent. Ce combat-là est gagné, c'est un combat intérieur à chaque société, et rien ou très peu ne subsiste plus pour s'opposer au règne du marchand, et à la liquidation du monde, des ressources naturelles et des services gratuits de la nature. Nous en sommes au point précis de l'histoire où libéralisme et démocratie divergent, le point où le libéralisme étendu de

l'économie à la société détruit les conditions de cette autonomie de décision qu'a été la démocratie des nations, et dont la démocratie des individus est la caricature, ou l'abîme. La crise vient à point dire que le marché, la concurrence et la liberté des changes dictés par les prix n'ont pas leur place partout, pour toutes les relations humaines et pour tous les échanges humains. Le libre mouvement des marchés est un mouvement de destruction violente de la diversité humaine et de l'autonomie collective ; la crise le répète sur tous les tons de la panique ou de l'angoisse. Pour en sortir, l'urgence est de se souvenir de ce que toutes les sociétés avant nous savaient ; il est un temps pour laisser vivre, agir et trafiquer le marchand et le banquier, et il est un temps pour se rappeler qu'ils livrent une guerre qu'ils ne peuvent gagner, la guerre contre les formes collectives de la vie, qui sont à la fin la vie elle-même.

#### NOTES

1. Ulrich Beck, « *vivre sa vie équivaut à résoudre sur le plan biologique les contradictions du système* », La société du risque, 2001.
2. 1784, « *l'unification parfaite de l'espèce humaine à travers la citoyenneté commune* ».
3. « *Le Débat* », janvier 2009.
4. Sur ce sujet, voir le livre de Jean-Luc Gréau, « *La Trahison des Economistes* », Gallimard, 2008.
5. Sur ce sujet, lire Lucien Karpik, « *L'économie des singularités* », Gallimard, 2007.